



PRÉFÈTE DE L'ORNE

SG / SCI/ Section Environnement

NOR: 1122-19-20-022

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

**Société CADECAP
SAINT-GEORGES-DES-GROSEILLERS (61100)**

**La Préfète de l'Orne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier du Mérite agricole,**

Vu le code de l'environnement, en particulier son article L. 171-8 ;

Vu la nomenclature des Installations Classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2575 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1996, encadrant l'exploitation par la société CADECAP d'une activité de traitement de surface sur la commune de SAINT-GEORGES-DES-GROSEILLERS (61100) ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées établis suite à la visite d'inspection du 13 mars 2019 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pu justifier des instructions de maintenance et nettoyage de ses équipements de grenailage et de pyrolyse ;

CONSIDÉRANT que les caractéristiques techniques des émissaires de rejets des effluents atmosphériques ne sont pas conformes aux normes en vigueur et ne permettent pas de justifier pleinement du respect des valeurs limites d'émission ;

CONSIDÉRANT que les produits dangereux ne sont pas stockés sous rétention et que ce manquement avait déjà été constaté lors de la dernière inspection du 21 février 2017 ;

CONSIDÉRANT que la société CADECAP n'a pas pris toutes les dispositions pour éviter que le fonctionnement de ses installations soit à l'origine de dangers ou inconvénients pouvant porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier en ne se conformant pas aux dispositions des articles 6.1, 7, 9.2 10.3, 26.2, de son arrêté préfectoral du 10 octobre 1996, et de l'article 4.8 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997, ci-avant visés ;

CONSIDÉRANT que le fonctionnement des installations a entraîné le rejet de matières corrosives dans l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre fin à ces non-conformités ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, lorsque l'inspection des installations classées constate l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet peut mettre en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

CONSIDÉRANT que la société CADECAP a été rendue destinataire du rapport de l'inspection des installations classées par courrier en date du 15 mars 2019, en application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Orne.

| |
|---------------|
| ARRÊTE |
|---------------|

ARTICLE 1 : La société CADECAP, exploitant des installations classées sur la commune de Saint-Georges-des-Groseillers (61100), est mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, repris ci-après :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations [...] et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »

La société CADECAP est tenue de respecter les dispositions du présent article.

Sans délai, à compter de la notification du présent arrêté :

La société CADECAP est tenue, pour son site de Saint-Georges-des-Groseillers, de respecter les dispositions des articles **6.1 et 10.3** de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1996.

Sous 2 mois, à compter de la notification du présent arrêté :

La société CADECAP est tenue, pour son site de Saint-Georges-des-Groseillers, de respecter les dispositions des articles **9.2 et 26.2** de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1996 et de l'article **4.8** de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997.

Sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté :

La société CADECAP est tenue, pour son site de Saint-Georges-des-Groseillers, de respecter les dispositions de l'article **7** de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1996.

ARTICLE 2 : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées au plus tard à l'issue des délais impartis les éléments permettant de justifier le retour à la conformité des dispositions faisant l'objet de la présente mise en demeure et visées à l'article 1 ci-avant.

ARTICLE 3 : Faute, pour la société CADECAP de se conformer aux dispositions figurant à l'article 1 du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues aux articles L. 171-8 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 4 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif :

- par le responsable du site dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où la décision a été notifiée.

— par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

En application de l'article R.414-6 du code de la justice administrative, les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent saisir le tribunal administratif par l'application Télérecours citoyens, accessible via le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié à la société CADECAP, représentée par son Directeur, située ZA La Poterie, route de Caen à Saint-Georges-des-Groseillers (61100). Il sera affiché en mairie par les soins du Maire de Saint-Georges-des-Groseillers pendant un mois au minimum.

ARTICLE 6 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Orne, le Maire de la commune de Saint-Georges-des-Groseillers, ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie (Inspection des Installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alençon, le 11 avril 2019

La Préfète


Chantal CASTELNOT